STATUTS DU TENNIS-CLUB ARDON

Octobre 1980

Constitution - Dénomination - Siège - But - Durée

Dispositions générales

Art. 1

Le Tennis-Club Ardon, constitué le 13.10.1980, en abrégé TCA, est une association sportive, politiquement et confessionnellement neutre, d'une durée illimitée, régie par les dispositions des articles 60 et suivants du Code Civil Suisse.

Art. 2

Le TCA a pour but de propager et de développer la pratique du sport du tennis, de défendre et promouvoir l'esprit sportif et de compétition amateur, de cultiver la camaraderie entre les adeptes du tennis et les sportifs en général et de procurer à ses membres toutes facilités pour la pratique du tennis. Il peut s'intéresser financièrement, ou de toute autre manière, à toute entreprise ou association fondée dans un but identique.

Art. 3

Le siège du TCA est au domicile du président du Club.

Art. 4

Est membre du TCA toute personne dont l'admission a été prononcée, sur proposition du comité, par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers des membres présents et qui a payé sa finance d'entrée et souscrit aux engagements de l'art. 29.

Durant les années de grande affluence, le comité est habilité à limiter le nombre de candidats à présenter à l'assemblée générale pour être admis comme membre du TCA.

Le comité veillera spécialement à proposer en premier lieu, à l'assemblée générale :

- les juniors, apprentis et étudiants du TC Ardon
- les proches parents des membres
- les joueurs ayant déjà fait partie d'un autre club de tennis.

Le candidat à l'admission pourra utiliser provisoirement les installations du TCA jusqu'à la fin de la saison en cours, à condition d'avoir réglé la finance d'entrée, la cotisation et l'abonnement annuels, ainsi qu'à condition d'avoir reçu une lettre officielle d'autorisation de la part du comité du TCA.

<u>ABREVIATIONS</u> :	AG	: Assemblée générale
	AST	: Association suisse de Tennis
	ATCU	: Association des Tennis-Clubs valaisans
	CCS	: Code Civil Suisse
	TCA	: Tennis-Club Ardon

Art. 5

L'assemblée générale, sur préavis du comité peut nommer membre d'honneur toute personne qui, d'une manière particulièrement marquante, s'est acquis des droits à la reconnaissance du TCA. La majorité des deux tiers des membres présents est nécessaire.

Les membres d'honneur sont exonérés du paiement de la cotisation annuelle (art. 25). Ils ont toutes les prérogatives des membres ordinaires (droit de vote, éligibilité, etc...).

Art. 6

Un membre cesse de faire partie du TCA dans les cas suivants

- dissolution du TCA (art. 35 - 36)
- démission (art. 31)
- exclusion (art. 32)

Organes

Art. 7

Les organes du TCA sont :

- a) l'Assemblée générale (art. 8 à 13)
- b) le Comité (art. 14 à 20)
- c) les Réviseurs de comptes (art. 21)

Assemblée générale

Art. 8

L'assemblée générale (en abrégé AG) se compose des membres du TCA. Elle est présidée par le président du comité ou, en son absence, par le vice-président. Le TCA se réunit en AG ordinaire, sur convocation du comité, une fois par an. Il se réunit en AG extraordinaire, sur convocation du comité, par décision du comité ou à la demande motivée d'un cinquième des membres.

Art. 9

Les convocations se font par avis personnel écrit avec l'indication de l'ordre du jour, au moins 10 jours à l'avance.

Art. 10

L'AG peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents, sous réserve des dispositions spéciales des statuts (art. 35). Chaque membre du TCA a droit à une voix.

Art. 11

L'AG est le pouvoir suprême du TCA. Elle a notamment les attributions suivantes :

- approbation du procès-verbal
- approbation des rapports et des comptes
- admission et exclusion de membres, y compris les membres d'honneur (art. 4 - 5 - 32)
- décharge au comité et aux réviseurs des comptes
- fixation des contributions annuelles des membres et non-membres
- approbation du budget
- élection du comité, du président et des réviseurs des comptes (art. 14 - 21)
- approbation du programme d'activité
- dissolution de la société
- décision relative aux modifications ou révision des statuts (art. 34)

Art. 12

Sous réserve des dispositions spéciales prévues par les statuts (art. 4 - 5 - 34 - 35), les décisions de l'AG sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas d'égalité de voix, le président de l'AG départage lorsqu'il s'agit d'une décision; c'est le sort qui décide lorsqu'il s'agit d'une nomination ou d'une élection.

Art. 13

Le vote se fait en règle générale à main levée. Il se fera par bulletin secret si la majorité des membres présents le demande.

Le ComitéArt. 14

Le comité se compose de sept membres élus par l'AG pour deux ans, soit :

- le président
- le vice-président
- le secrétaire
- le caissier
- le responsable de la commission technique
- le responsable du matériel
- un membre adjoint

Tous sont rééligibles.

Art. 15

En cas de démission, de départ, de décès, d'exclusion d'un membre du comité ou d'un réviseur des comptes, le comité pourvoira à son remplacement en attendant la prochaine AG.

Art. 16

Le comité se réunit sur convocation du président ou de son remplaçant ou encore à la demande de deux de ses membres.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents; en cas d'égalité de voix, celle du président est prépondérante.

Art. 17

Le TCA est valablement engagé vis-à-vis des tiers par la signature collective à deux du président et du secrétaire ou du caissier. Le vice-président remplace le président en son absence.

Art. 18

Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'AG ou à un autre organe du TCA par la loi, les statuts ou une décision de l'AG, est de la compétence du comité. Celui-ci représente le TCA et en gère les affaires. Ses attributions sont notamment de :

- a) gérer l'avoir social et les biens du TCA en défendre les intérêts,
- b) examiner les demandes d'admission des membres et proposer les admissions l'AG,
- c) proposer à l'AG l'exclusion des membres contrevenant aux statuts ou aux règlements adoptés,
- d) tenir à jour le registre des membres du TCA,
- e) préparer et convoquer l'AG ordinaire ou extraordinaire en rédiger les procès-verbaux,
- f) édicter les règlements concernant l'utilisation des installations du TCA et le déroulement de ses manifestations sportives,
- g) pourvoir au bon entretien des installations du TCA. Il dispose à cet effet des crédits figurant au budget adopté par l'AG,
- h) veiller au respect des règlements en vigueur en ce qui concerne l'utilisation des installations du TCA et l'organisation de manifestations sportives se déroulant sur les places du TCA ou sous sa responsabilité,
- i) prendre des sanctions (interdiction momentanée ou prolongée de jouer) et prononcer des amendes contre les joueurs ou membres contrevenant gravement aux règles de la bienséance ou aux règlements en vigueur, que ces manquements se soient produits sur les places de jeu du TCA ou ailleurs, à l'occasion de manifestations du TCA ou d'un autre club de tennis.

Art. 19

La passation de pouvoirs de l'ancien au nouveau comité se fera après l'assemblée générale. Le nouveau comité prendra toutes dispositions utiles pour l'organisation de la saison à venir.

Art. 20

Sauf décision contraire de l'AG, les charges de membre du comité, de réviseur des comptes et de membre d'une commission quelconque sont honorifiques. Seuls les frais et les débours seront remboursés par le TCA.

Réviseurs des comptesArt. 21

- a) les réviseurs, au nombre de deux sont élus par l'AG pour deux ans en même temps que le comité,
- b) sont chargés d'examiner les comptes du TCA et de présenter un rapport à ce sujet à l'AG,
- c) les réviseurs sont rééligibles.

FinancesArt. 22

Les ressources du TCA sont notamment les suivantes

- les contributions statutaires (art. 24 - 25)
- les abonnements de jeu (art. 26 - 27)
- les recettes des manifestations organisées par le TCA ou en sa faveur
- les dons ou subsides éventuels
- les recettes d'actions spéciales décidées par le comité

Art. 23

L'exercice annuel coïncide avec l'année civile.

Art. 24

La finance d'entrée est fixée chaque année par l'AG, sur proposition du comité.

Art. 25

Tout membre paiera la cotisation annuelle pour la fin avril.

Art. 26

Pour l'utilisation des installations du TCA, chaque membre acquittera annuellement, jusqu'à la date décidée par le comité, son abonnement de jeu au tarif fixé par l'AG. Le membre qui ne désire pas jouer ne s'acquittera que de la cotisation annuelle. Dans ce cas, il sera exonéré du paiement de l'abonnement de jeu pour l'année en cours.

Art. 27

a) Pour certaines catégories de joueurs (juniors au sens des règlements de l'AST, étudiants, apprentis, personnes de passage dans la région, membres d'un autre club de tennis ne jouant que temporairement au TCA, etc.), l'AG peut autoriser le comité à appliquer un tarif d'abonnements saisonniers ou temporaires. Le comité devra veiller à ce que les bénéficiaires de ces abonnements utilisent les installations du TCA en dehors des heures de grande affluence.

b) Sauf exception justifiée, les personnes régulièrement domiciliées Ardon ne peuvent bénéficier d'un tarif de faveur que si la première année de leur activité tennistique au TCA elles ne commencent à jouer qu'après le premier août.

Art. 28

Toutes les contributions citées aux articles 24 - 25 - 26 - 27 des présents statuts non payées dans les délais, seront encaissées par remboursement postal. Le non-paiement de ces contributions entraînera pour le membre ou le joueur fautif, selon les cas, l'interdiction d'utiliser les installations de jeu (art. 29) et/ou la menace d'exclusion du TCA (art. 32).

Art. 29

La liste des membres et joueurs ayant acquitté leur abonnement de jeu pourra être affichée sur les courts à l'échéance du délai fixé par l'art. 26. Dès l'affichage de la liste, seules les personnes qui y sont mentionnées auront le droit d'utiliser les installations du TCA.

Avoir social - Responsabilité des membresArt. 30

"Les engagements du TCA sont garantis par sa fortune sociale, puis, si un déficit subsiste, par la responsabilité des membres qui répondent personnellement de tous les engagements du TCA jusqu'à concurrence de la fraction $1/x$ du total des engagements, le dénominateur x représentant le nombre des membres du club personnellement engagés, selon le présent alinéa. Les membres démissionnaires demeurent encore engagés pendant les trois ans qui suivent la sortie.

Démission - ExclusionArt. 31

- a) Le membre qui désire démissionner devra le faire par écrit six mois au moins avant la fin de l'exercice annuel. (Sous réserve de l'art. 30)
- b) Tout membre démissionnaire peut, dans un délai de douze mois à dater de la démission, proposer l'admission comme membre du TCA son épouse ou l'un de ses enfants, sans finance d'entrée.
- c) En cas de décès d'un sociétaire, l'un de ses enfants ou l'épouse peut, dans un délai de douze mois à dater du décès, demander son admission comme membre du TCA, moyennant versement d'une finance d'entrée réduite de moitié.

Art. 32

Sera exclu du TCA par l'AG, sur proposition du comité :

- a) tout membre qui ne se soumet pas aux présents statuts,
- b) tout membre qui refuse de payer sa cotisation (art. 25) ou son abonnement de jeu (art. 26) annuels, après sommation par lettre recommandée. Cette lettre devra contenir le délai fixe pour l'exécution (en principe 15 jours) et la commination d'exclusion.

Tout membre exclu du TCA perd ses droits de sociétaire à partir du prononcé d'exclusion. Le prononcé d'exclusion sera porté à la connaissance de l'exclu par lettre recommandée. (Sous réserve de l'art. 30)

Affiliation à d'autres groupements ou sociétésArt. 33

Sur décision de l'AG, le TCA peut également adhérer à d'autres associations, groupements ou sociétés dont le but et les statuts ne sont pas incompatibles avec les siens.

Révisions des statutsArt. 34

L'AG peut modifier ou réviser en tout temps les statuts du TCA à condition que :

- a) la modification ou la révision des statuts soit expressément mentionnée dans l'ordre du jour figurant sur la convocation (art. 9) de l'AG.
- b) la révision ou la modification soit approuvée à la majorité des deux tiers des membres présents.

Dissolution du TCAArt. 35

Sous réserve des dispositions des art. 77 et 78 CCS, la dissolution du TCA ne peut être prononcée que par une AG convoquée spécialement à cet effet par lettre recommandée. La proposition de dissolution doit être clairement mentionnée dans la convocation (art. 9) qui doit également reproduire in extenso les articles 35 et 36 des statuts.

L'AG appelée à se prononcer sur la dissolution du TCA ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un des membres du TCA sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint par une première AG, une seconde AG devra être convoquée à nouveau. Cette seconde AG pourra valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents. Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des trois quarts des membres présents.

Art. 36

En cas de dissolution du TCA, le comité en charge au moment de la dissolution, ou un autre organe désigné par l'AG décidant la dissolution, est chargé de la liquidation du TCA conformément aux dispositions suivantes :

- a) tous les avoirs du TCA seront réalisés,
- b) le produit de la réalisation servira en premier lieu au paiement de toutes les dettes et à la liquidation de tous les engagements du TCA,
- c) le solde actif éventuellement encore disponible après règlement intégral des dettes du TCA (art. 36 a) et b) doit servir au développement du tennis ou d'autres sports.

Dispositions finalesArt. 37

Tout litige survenant au sein du TCA au sujet de l'application et de l'interprétation des statuts sera porté devant l'AG, qui décide. L'art. 75 CCS est réservé.

Art. 38

Par le dépôt de sa demande d'admission, ou le versement de la finance d'entrée (art. 24), ou le paiement de ses cotisations (art. 25) ou abonnement de jeu (art. 26) annuels, tout membre du TCA s'engage expressément à respecter les statuts du TCA et à ne rien entreprendre pouvant nuire aux intérêts du TCA, sous peine d'exclusion (art. 32).

Art. 39

Un exemplaire des statuts du TCA sera remis à chaque membre.

Ainsi adopté par l'AG du 13 octobre 1980 pour entrer immédiatement en vigueur.

Modification de l'art. 31, point b, adoptée lors de l'AG du 9 mars 1992.

Le président

.....

La secrétaire

.....